

Précarité, nom féminin

En France, 4,7 millions de femmes vivent sous le seuil de pauvreté, soit 914 euros par mois, contre 3,9 millions d'hommes. Une inégalité qui tend à s'accroître vu qu'elles occupent deux tiers des emplois faiblement rémunérés et 82% des temps partiels. À Marseille et dans l'arrière pays marseillais, les travailleurs sociaux constatent cet engrenage de la précarité au féminin et tentent de freiner le processus d'exclusion

Triste rituel. Depuis huit ans en septembre, le Secours populaire français apporte un éclairage chiffré de la pauvreté en France. En 2014, la tendance se confirme, elle se fait de plus en plus menaçante et les Français ont peur de l'avenir. Si personne ne se sent à l'abri, les femmes sont en première ligne. Mères isolées, employées sous-payées, salariées à temps partiel, retraitées aux pensions congrues, elles multiplient les vulnérabilités et basculent dans la précarité en cas d'accident de la vie : séparation, maladie, licenciement... En 2013, les femmes représentaient 56 % des pauvres. Un an plus tôt, l'enquête de l'Insee sur l'hébergement des sans domicile révèle que près de deux SDF sur cinq sont des femmes. Exposées à tous les dangers, elles sont donc 56 000 à vivre sans toit, essayant souvent d'être le plus discrètes possible.

L'incapacité à répondre aux besoins primaires

Concrètement, à Marseille, cela se traduit par des rencontres devenues habituelles. Sur à peine plus d'un kilomètre entre le Vieux Port et la gare Saint-Charles, il y a cette Autrichienne arrivée en décembre 2013, pour voir si la misère est vraiment moins dure au soleil. Elle était avec deux compagnons et affichait un bel œil au beurre noir. Le gnon et les hommes ont disparu, mais recroquevillée sur le marchepied d'une banque de la Canebière, elle fait désor-

mais partie du décor. Plus loin, la dame peut avoir dans les soixante ans. Elle passerait inaperçue si elle ne tentait pas d'accrocher les regards pour demander un euro. Il y a aussi cette grand-mère assise sur le trottoir dès sept heures du matin. Ses yeux bleus brillent souvent de colère, alors elle fait un peu peur. Si des passants préfèrent traverser pour l'éviter, tout son visage s'éclaire dès qu'on lui sourit. Apothéose dans un pays riche, au pied du « plus bel escalier du monde », fierté de la cité phocéenne, une jeune mère a longtemps dormi seule avec son nouveau-né. C'était en 2011, depuis le petit a fait ses premiers pas sur le boulevard d'Athènes. Les habitués de la gare le regardent grandir, finalement rassurés que la maman ait été rejointe sur le pavé par sa famille rom...

Ces situations restent marginales. Plus vulnérables, les femmes ont également plus de recours pour échapper à la rue et aux unités d'hébergement d'urgence, surtout si elles ont des enfants. Avant d'en arriver là, elles mobilisent généralement toutes leurs compétences pour ne pas perdre leur domicile. Elles se débattent dans la précarité pour ne pas basculer dans la misère. Assistante sociale dans différentes petites villes du bassin industriel de l'étang de Berre, au nord de Marseille, Chloé Maillard accompagne ces batailles. « *Ce qui accentue la précarité, c'est une méconnaissance des dispositifs. La moitié des personnes qui auraient accès au RSA activité n'y font pas appel. Il faut dire que c'est très complexe même pour les professionnels, l'ouverture des droits se joue parfois*

(1) Financé par le conseil général, ce dispositif a pour mission d'accueillir, d'informer, de soutenir et d'accompagner des bénéficiaires du RSA dans leurs démarches d'insertion

(2) Action Collective Territorialisée d'Insertion Sociale



à un euro. Sur Lieu d'accueil (1), les gens tombent des nues quand je leur annonce ce à quoi ils peuvent accéder : CMU-complémentaire, aide à l'énergie, aide au déplacement... Ne pas activer ses outils accentue la précarité et finit par coûter plus cher à la société. »

Une séparation, c'est la bascule

Chloé Maillard rencontre des femmes isolées qui sont restées à la maison pour élever leurs enfants, ont travaillé avec leur mari sans être déclarées ou ont cumulé les petits emplois à temps partiel. Dans ces conditions, un divorce et c'est l'incapacité à répondre aux besoins primaires : se loger, se nourrir, se soigner, se vêtir, se chauffer. « À Salon de Provence, nous recevons 65 % de femmes dans nos dispositifs d'insertion. À Berre-l'Étang, sur Actis (2), un accompagnement collectif et individuel de lutte contre l'isolement, il y a 100 % de femmes. Comme il y a moins d'argent public, j'ai de plus en plus recours aux aides d'urgence : Restos du cœur, colis alimentaires, prêts à taux zéro... Contrairement aux hommes qui glissent rapidement à la rue, les femmes vont se laver à l'eau froide, mal se nourrir, couper le chauffage, mal se soigner mais ne lâchent qu'en dernier recours leur logement. Il m'arrive de me heurter à des budgets tellement serrés que nous ne trouvons plus de poste où économiser. De plus en plus de femmes sont hébergées chez des amis ou chez leurs enfants. »

Conseillères en économie sociale et familiale, Virginie Dupuy et July Ricard travaillent à l'Association d'ac-

cès et de maintien au logement (Adamal) de Salon de Provence. En 2013, sur 700 suivis orientés par les services sociaux du territoire, 206 concernaient des femmes isolées dont la moitié avec enfants. « En constante augmentation, ces orientations font souvent suite à une séparation ou à une rupture familiale, constatent les deux CESF. Quelle que soit la typologie de la famille, la majorité de ces femmes connaissent une précarité de plus en plus grande et rapide



« Ce qui accentue la précarité, c'est une méconnaissance des dispositifs. La moitié des personnes qui auraient accès au RSA activité n'y font pas appel. »

(3) Mesures
Accompagnement
Socio-Éducatif
Lié au Logement
(Asell) généralistes
ou renforcées,
bail accompagné,
résidence sociale,
foyer jeunes
travailleurs, loge-
ments d'urgence et
temporaires

en raison de leurs faibles revenus, minima sociaux ou travail à temps partiel, ou par manque de ressources pour les moins de 25 ans. Nous constatons également la reproduction de schémas familiaux avec des suivis sur plusieurs générations. » L'insertion sociale et professionnelle de ces publics s'avère particulièrement difficile en raison de l'absence de qualification, d'expérience professionnelle, de mobilité, d'offres d'emplois peu qualifiés. De plus, neuf familles monoparentales sur dix sont des familles mère-enfants, or les horaires des petits boulots ne correspondent pratiquement jamais au rythme scolaire et les modes de garde sont rares, coûteux, souvent réservés aux personnes qui travaillent. Ce cercle vicieux enferme dans l'incertitude du lendemain et engendre une dégradation de l'état de santé physique et psychique. « La préca-

rité induit des troubles du fonctionnement, constate July Ricard. La frustration peut faire péter un câble et le refus de cette situation déclencher un réflexe de consommation, ce qui accentue l'endettement, mais en général les dettes reposent sur les essentiels : impôts, assurances, téléphone, loyer... Il y a aussi la voiture, un gouffre financier, mais indispensable en milieu rural. »

Les douze travailleurs sociaux de l'Adamal accompagnent les ménages dans leurs démarches pour éviter les expulsions ou faciliter l'accès à un logement adapté au budget (3). Leur priorité est d'assurer le toit qui apporte une sécurité, une adresse permettant l'ouverture des droits et les démarches d'insertion socioprofessionnelle. « À Salon, on est relativement privilégié parce que nous avons 20 % de logements sociaux, précise Virginie Dupuy, coordinatrice du Pôle hébergement. Il y a quand même deux ans d'attente, et les bailleurs sont de plus en plus exigeants, donc s'il y a un passif de loyer impayé, ça devient compliqué. »

Depuis sa création en 1993, l'association voit évoluer ses missions. À la base, elle n'était pas vouée à pallier les carences de logement. Dans les faits, elle récupère des gens dont la situation s'est dégradée faute de loyer adapté à leur revenu, même dans le secteur social. De surcroît, elle doit régulièrement répondre à l'urgence.

« Nous accueillons de plus en plus de femmes victimes de violences. Là, on est assez démunie. Nous avons une liste d'attente de quatre mois dans nos hébergements, alors on fait le 115 qui oriente vers Marseille. Quand, il y a des enfants ou un travail, ça fait loin. »

Hébergement d'urgence, foyer pour jeunes femmes seules, centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) en appartement, centre maternel, accueil d'urgence mère-enfant... Marseille et sa périphérie multiplient les dispositifs destinés au public féminin, mais la demande ne cesse de s'amplifier et révèle des manques. Spécialiste de l'insertion par le logement, l'association Habitat alternatif et social (HAS) expérimente de nouveaux dispositifs. À Marseille et Miramas, Caganis accueille des femmes de 18 à 25 ans, mères isolées ou enceintes de plus de sept mois. À Aubagne, la Maison Paule Abric répond aux besoins urgents de mise à l'abri des victimes de violences. La maison relais Claire Lacombe propose à Marseille un logement pérenne à des grandes précaires, parfois atteintes de troubles psychiatriques et/ou d'addiction.

« Tout se tient, si nous ne proposons pas un accompagnement aux jeunes mères ou aux victimes de violence, nous risquerions de les retrouver en CHRS ou en maison relais, constate Sylvette Barthélémy, coordinatrice du Pôle famille d'HAS. Il y a cinq ans, je voyais des femmes s'en sortir avec l'allocation parent isolé. On pouvait faire glisser les baux. Avec l'augmentation du coût de la vie, même si elles sont toutes inscrites aux Restos du cœur, elles ne parviennent pas à s'en sortir. »

Myriam Léon

Séverine ⁽¹⁾, bénéficiaire du RSA depuis septembre 2014

« Pour moi toucher de l'argent sans travailler, c'est de l'assistanat. Il a donc fallu que je sois acculée pour faire ma demande de RSA. » À 42 ans, Séverine a toujours trouvé des moyens de vivre. Pendant sept ans, elle a même très bien gagné sa vie en tant que réalisatrice de films d'entreprise. En 2012, son principal client subit une liquidation judiciaire. Malgré une baisse d'activité, elle reste intermittente du spectacle, mais faute des 507 heures en dix mois, ça ne dure pas. Elle passe au statut d'auto-entrepreneur. Fin des indemnités. Rattrapée par les impôts, 2 200 euros sur le revenu et 1 000 euros de taxe d'habitation, en juillet 2013, elle lâche son appartement pour économiser le loyer de 515 euros. « Je suis allée voir une assistante sociale, elle m'a dit ne rien pouvoir faire pour moi parce que je n'avais pas d'enfant. » Si elle ne vit à Marseille que depuis 2009, elle fait jouer son réseau et squatte chez des amis pendant un an. « L'important, c'est de bouger souvent pour ne pas s'imposer, et j'ai conservé un espace dans un bureau que je paie 90 euros par mois. Ça permet d'assurer un équilibre et d'y dormir en dépannage. » La quadra a de la ressource. Pendant dix ans, elle a eu un parcours de toxicomanie, de délinquance, de squat... ça forge la capacité d'adaptation. Depuis septembre, elle a dégoté une sous-location à 250 euros, une vraie dépense quand entre juillet et décembre elle n'a touché que 500 euros. Pour conserver une dynamique, Séverine a entamé une formation professionnalisante et évite de parler de sa situation à son entourage. « La précarité n'est pas synonyme de fiabilité ou de compétence. Il y a une aliénation à toujours chercher des solutions pour se loger, se nourrir, sortir. Mon équilibre psychique vient de la nourriture culturelle. À Marseille, il y a toujours des possibilités à moindre coût. J'ai aussi un environnement amical solide qui me dit que je ne serai jamais à la rue malgré mes craintes. Le bureau copartagé me rattache à une norme, voir les autres travailler, ou essayer, me sort de mes problématiques. Ça ne serait pas pareil si je devais aller dans un centre social pour trouver du lien. »

My.L.

(1) Le prénom a été modifié

Abriter et réassurer

Face à un nombre accru de femmes victimes de violences et à un manque de place d'urgence dédiées à ce public, des citoyennes d'Aubagne se sont battues pour créer un lieu d'accueil spécifique : **la Maison Paule Abric**

Elles arrivent sans rien. Depuis septembre 2013, la Maison Paule Abric abrite des femmes anéanties par une violence physique et morale. Ayant eu le courage de fuir, elles atterrissent là après un périple dans l'accueil et l'hébergement d'urgence, la police, le 115, les nuitées dans les hôtels glauques puis une orientation du SIAO (1). Isolé mais proche du cœur d'Aubagne, cet abri est né de la volonté de citoyennes militantes dont la présidente locale de la Ligue des droits de l'homme, Paule Abric. Elles ont voulu offrir une alternative à ces femmes victimes de violence conjugale ou familiale qui, faute de place dans les foyers, se retrouvaient à la rue et finalement contraintes de retourner chez elles à la merci de leur tortionnaire. Entouré de 1800 m² de jardin planté de grands arbres, ce refuge protège des coups et des mots qui rabaissent : « Tu n'es là que pour être ma boniche et pour mon plaisir », « Tu me quittes, tu n'es plus personne », « Tu es étrangère et je suis Français, la police ne te croiras pas. »

(1) Service intégré d'accueil et d'orientation

Confiée à l'association marseillaise Habitat alternatif social, cette maison peut recevoir, en chambre

individuelle avec salle de bain, quatre femmes avec leurs enfants. Cette mise en sécurité est prévue pour une période de trois à six mois, plus si nécessaire. En ville, deux appartements permettent une transition vers le logement autonome ou vers un hébergement collectif adapté aux besoins de chacune. L'accompagnement social est assuré par une éducatrice spécialisée, Nathalie Nègre, et un stagiaire de 3^e année, Benoît Pierson, qui a également la lourde tâche de réhabiliter l'image de mâle. « J'ai choisi ce stage parce que c'est un public atypique dans un dispositif novateur, ça me sort des représentations du métier, précise l'étudiant. La place de l'homme est intéressante à travailler, je dois être doux, bienveillant, contenant. »

La première semaine consiste à se poser. « La plupart du temps, elles arrivent chez nous dans une dynamique de faire, constate Nathalie Nègre. Généralement, le déclencheur c'est quand les enfants assistent aux violences, ou quand elles sont enceintes. Elles font la démarche pour protéger leurs enfants, à nous de faire entendre qu'elles sont victimes. On aborde le dépôt de plainte, la nécessité de préciser le pourquoi du départ. Puis, il y a la mise en œuvre de la procédure de divorce. » En même temps, il faut entamer les démarches administratives pour sortir d'une dé- •••

Ce refuge protège des coups et des mots qui rabaissent

Nawel (1), hébergée à la Maison Paule Abric

À 24 ans, Nawel n'a pas accouché seule. De 13 heures à 1 heure du matin, elle avait à ses côtés Nathalie Nègre, éducatrice spécialisée. Arrivée en 2012 en France, elle a quitté l'Algérie suite à un viol collectif. Elle venait de réussir son bac et hésitait entre des études de droit ou de psychologie. Ne supportant pas l'humiliation, sa famille l'expédie chez une tante marseillaise. Après un an, un mariage religieux est organisé avec un Français d'origine algérienne. « Je n'étais pas amoureuse, mais je me sentais en sécurité avec lui. Il me promettait la belle vie, la vie de famille. » Nawel tombe rapidement enceinte. Elle se retrouve prise en étau entre une belle-famille harceleuse et un mari violemment jaloux. « Il me frappait, alors j'ai porté plainte. Au début de ma grossesse, j'ai rencontré un éducateur dans un foyer. Il m'a accompagné dans

mes démarches, mais j'avais peur de rester seule avec mon enfant alors je suis retournée chez mon mari. » Elle porte à nouveau plainte à huit mois de grossesse. Aux urgences, une assistante sociale contacte son éducateur. Il lui trouve un hôtel, puis le SIAO l'oriente vers la Maison Paule Abric. Elle accouche quinze jours plus tard. « La naissance de ma fille me redonne courage. La priorité c'est d'obtenir des papiers pour pouvoir reprendre des études. Je dois obtenir une carte d'identité pour ma fille, pour accéder à une carte de séjour « parent d'enfant français ». Le père ne veut rien savoir de sa fille si je ne reviens pas, je suis sa chose. » Pour l'instant, Nawel et son bébé n'ont aucune ressource.

My.L.

(1) Le prénom a été modifié

... pendance organisée par ces messieurs. Il faut donc récupérer tous les droits : sécurité sociale, allocations familiales...

« *Quand on vient, on est perdue, on ne sait pas ce qu'on doit faire, mais ça vient, explique Essia (2), 24 ans. Nathalie est toujours là, elle remonte le moral, elle m'a aidé pour le RSA, le FSL (3)... Et puis, il y a les filles. Même si on ne s'entend pas forcément, on a vécu la même peur, alors on se rassure, on reste ensemble dans le jardin, quand on n'arrive pas à dormir le soir, on se retrouve dans le salon et on blague. Maintenant que je suis seule avec ma fille dans mon appartement, cette ambiance me manque.* » Depuis sa création, la maison Paule Abric a reçu 16 femmes et 21 enfants. Elle est révélatrice d'une solidarité spontanée entre les hébergées. Souvent, les maris leur ont envoyé une image d'incapables. Ensemble, elles se prouvent leur capacité. « *Elles ont une facilité à se faire du bien entre elles, elles se protègent, compensent les faiblesses en cas de besoin, constate l'éducatrice. Le plus difficile c'est de les pousser à s'occuper d'elle-même.* »

Après l'enfermement du domicile conjugal, cette maison se veut un lieu d'ouverture. Les retrouvailles avec l'extérieur passent par l'intérieur et s'appuient sur un gros réseau de professionnels et de bénévoles. Une sophrologue et une coach de vie viennent bénévolement travailler la réassurance. Disposée à s'entretenir avec qui le souhaite, une psychologue assure ses permanences autour d'une tasse de thé. Des assistantes sociales se déplacent pour entamer la relation de manière informelle. Des associations locales s'organisent pour proposer des sorties culturelles, réunir le nécessaire pour s'installer dans un nouveau chez soi, organiser une collecte pour améliorer l'ordinaire pendant les fêtes de fin d'année... Tous les vendredis midi, les femmes invitent ces partenaires à partager leur déjeuner. Traditionnellement, elles se chargent du repas et les hommes de la vaisselle. Si certaines ont eu du mal avec ce concept, elles finissent par admettre, en sirotant leur café, que le partage des tâches, ça a du bon.

My.L.

(2) Le prénom a été changé.

(3) fonds de solidarité pour le logement.

Enrayer les

Le dispositif Caganis est destiné aux jeunes mères sans logement. L'équipe pluridisciplinaire s'emploie alors à mettre en place une dynamique brisant le cercle vicieux de la précarité

« **À** Caganis, on évite l'installation dans la précarité. » Médiatrice et ex-hébergée du dispositif, Asma M. Mroimana boit le café dans le salon commun de la maison de Saint-Antoine située dans les quartiers nord de Marseille. Elle assure une présence rassurante auprès de cinq mamans âgés de 18 à 25 ans, et de leurs enfants de moins de 3 ans. Toutes ont été orientées par une assistante sociale de la caisse d'allocation familiale, d'un foyer, de la maison de la solidarité... En rupture familiale, isolées ou en exil, certaines ont déjà connu la rue. Si la porte d'entrée à Caganis est l'incapacité à

« *Nous leur laissons le temps de chercher leur rythme avec leur bébé, d'évaluer la capacité à vivre seule cette relation et de se poser pour mûrir un projet.* »

Dans le salon commun de Caganis Marseille, Fabrice Benetti (éducateur spécialisé), Maïmouana (une des cinq hébergées), Asma M Mroimana (médiatrice), Roxane Amelin (stagiaire ES)



mécanismes de l'exclusion

se loger, l'équipe de travailleurs sociaux en profite pour favoriser le lien mère-enfant. Chaque famille s'installe dans un des appartements autonomes de la grande maison. Elles partagent la buanderie, la salle de vie et le jardin. « *Nous sommes le chaînon manquant entre le foyer maternel et le CHRS, explique Fabrice Benetti, éducateur spécialisé. Ici, pour construire leur autonomie, les mamans ont le droit de se tromper. Nous leur laissons le temps de chercher leur rythme avec leur bébé, d'évaluer la capacité à vivre seule cette relation et de se poser pour mûrir un projet.* »

Créé en 2006 par Habitat alternatif social (HAS), le dispositif marseillais a depuis 2011 une antenne à Miramas. Dans cette ville proche de l'étang de Berre, six femmes cohabitent dans trois villas mitoyennes. Comme à Marseille, il suffit aux jeunes mères de se rendre dans l'espace commun pour rencontrer un éducateur spécialisé, une conseillère en économie sociale et familiale, une éducatrice de jeunes enfants ou une psychologue. « *En semaine, il y a toujours quelqu'un*, souligne Fabrice Benetti. À Caganis, l'ac-

compagnement éducatif consiste à être avec, faire avec, pour que demain elles puissent faire seule. Nous impulsions une dynamique, nous créons les conditions pour qu'elles se réalisent. Nous sommes là pour les sortir des mécanismes de l'exclusion. » Structure militante, HAS se bat contre un maillon primordial de cette mécanique : le coût des loyers. Sa technique consiste à capter des logements, négocier des prix raisonnables en se portant garant du paiement, sous louer les appartements puis faire glisser le bail dès que le locataire se montre suffisamment autonome. Le public de Caganis a généralement déjà vécu la précarité au sein de sa famille et connu un parcours institutionnel. Dans ce contexte, l'enfant est perçu comme une revanche sur la vie. Le bébé répa- ●●●

« Être avec, faire avec, pour que demain elles puissent faire seule. Nous créons les conditions pour qu'elles se réalisent. »



© MYRIAM LÉON

Asma M. Mroimana, médiatrice Caganis

En 2012, directrice de centre de loisirs depuis deux ans, Asma s'autorise à penser famille. Elle a 23 ans et son compagnon se voit bien devenir père. Reste à trouver un logement. Depuis qu'elle a quitté le foyer familial, la jeune femme vit en colocation. « *J'ai visité plein d'appartements, mais mon dossier ne passait pas. Sans CDI, j'étais toujours reléguée derrière les autres malgré mes sœurs qui se portaient garantes.* » Asma découvre sa grossesse au bout de trois mois, et accouche à cinq mois ! Grand prématuré, son fils doit rester en couveuse, ce qui lui laisse quatre mois pour trouver un toit. Entre temps, le père n'est plus d'actualité. En 2006, sa sœur avait bénéficié du dispositif Caganis. « *J'ai tenté ma chance, je savais que je n'avais pas vraiment le profil, mais les éducateurs ont compris que j'avais besoin de me poser pour faire le lien avec mon fils.* » Malgré son autonomie, la jeune femme a besoin d'être rassurée. L'accompagnement de l'assistante sociale, du psychologue, de l'éducateur, de la stagiaire éducatrice de jeunes enfants et le soutien des autres mamans lui permettent de rencontrer son enfant et de réfléchir à l'avenir. Après 18 mois, Asma parvient à devenir locataire d'un appartement autonome géré par un partenaire d'HAS. Désormais, elle peut se projeter dans un travail. « *En tant que mère, je ne peux plus faire de petits boulots. Caganis m'a appris tous les possibles du travail social, j'aimerais devenir assistante sociale.* » En attendant, depuis septembre elle expérimente le poste de médiatrice sur Caganis pour un an. My.L.

••• rateur devient le père, la mère, l'amoureux, le meilleur ami... « *S'il est tout ça, et que maman est malheureuse, il pense que c'est de sa faute*, constate Emilie Derain, éducatrice de jeunes enfants. *Le rôle de l'EJE est d'essayer d'enrayer le ricochet de la famille précaire, or la racine du mal est dans la prime enfance. Un bébé qui manque de confiance envers les adultes, deviendra un adulte qui n'a pas confiance en lui. La difficulté est de parler du rapport mère-enfant sans qu'elles se sentent jugées, surtout quand les femmes connaissent et se méfient des institutions.* »

Avachie sur son fauteuil, Nadine (1) porte difficilement son ventre secoué de coups de pied et de poing. La césarienne est imminente, mais la jeune femme a la tête ailleurs. Ces jumeaux de 18 mois viennent d'être placés après un signalement des travailleurs sociaux de Caganis. « *Nous sommes une alternative au placement, mais pas à tout prix*, souligne Emilie Derain. *Le suivi éducatif fait partie de Caganis, il n'y a pas que le logement. Quand on s'inquiète, nous transgressons un peu nos règles de respect de l'intimité.* » Nadine oscille entre culpabilité et colère, mais profite de l'auditoire pour lâcher la pression. « *J'en ai marre, à chaque fois que je téléphone, ils me racontent les bêtises de mes fils. Au moins, ils voient comment ils sont difficiles. Mais, je ne suis pas certaine qu'ils leur disent que je m'inquiète pour eux.* » La psychologue lui suggère d'écrire un mot, pour que l'équipe de l'aide sociale à l'enfance le lise aux garçons. Braquée, elle rumine. La plupart des mères hébergées à Caganis ont elles-mêmes besoin d'être maternées. D'ailleurs, malgré un loyer de 75 à 85 euros à Marseille, et de 183 euros à Miramas, elles gèrent difficilement leur budget. L'insécurité générant des besoins matériels, avant de partir en logement autonome elles achètent un énorme frigo, un canapé neuf... L'idée de dormir sur des palettes en attendant mieux est inconcevable. Après Caganis, l'accompagnement se poursuit tant que la personne n'assume pas son loyer. Alors souvent, les mamans refusent de couper le cordon et restent sous-locataires d'HAS.

My.L.

(1) Le prénom a été changé

Le social

Depuis deux ans à Marseille, la maison relais Claire Lacombe propose un logement à durée illimitée à des femmes en grande précarité. Toutes y relâchent la tension accumulée d'hébergements ponctuels en foyers d'urgence. Quelques-unes y rencontrent le théâtre côté coulisses, et bientôt face au public

Samedi 24 janvier, 17h30. Valentine Sommer et Malika Viort font chauffer le café dans la cuisine collective de la maison relais Claire Lacombe (LS n°1133). Elles en ont bien besoin après avoir passé des heures dans une ancienne église devenue un théâtre mal chauffé. Si elles ont eu froid, elles ne s'en plaignent pas car elles vivent actuellement une expérience incroyable : « la rencontre d'un autre monde ». Inaugurée le 4 février 2013 à Marseille, cette maison relais a l'originalité de mêler deux milieux d'ordinaire repliés sur eux-mêmes : le social et le théâtre. Destiné à mettre à l'abri des femmes de plus de 35 ans en situation de rue, le dispositif réserve deux appartements pour des artistes en résidence. Peu à peu, les liens se sont si bien tissés qu'Alain Fourneau, directeur du théâtre des Bernardines, décide de monter un spectacle avec cinq des vingt habitantes et les deux éducatrices. « *Je ne me souviens pas d'avoir dit oui*, rigole Malika qui, à 48 ans, découvre cet univers. *Mais je ne regrette rien, ça fait longtemps que je n'avais pas eu d'obligation. Là, je me sens à nouveau utile.* » En fait, c'est sa complice Valentine qui l'a désignée volontaire. « *Comme elle n'est pas du matin, elle a raté la réunion où on devait dire si on voulait participer, je l'ai inscrite en même temps que moi, sans avoir vraiment conscience qu'on allait se retrouver sur scène devant un public. Après coup, comme l'équipe est bienveillante, croit en nous et nous pousse tranquillement, sans stress même quand on est en retard, on ne veut pas les décevoir.* » Engagées sur ce projet depuis le

Mes Pénélopes du 27 février au 3 mars 2015
Théâtre des Bernardines, 17 bd Garibaldi 13 001 Marseille
Renseignements et réservation : 04 91 24 30 40
Réservation@theatre-bernardines.org

Répétition de *Mes Pénélopes*, la moitié des comédiennes viennent de la maison relais Claire Lacombe.



expérimental

mois d'octobre, les femmes jouent le jeu : apprendre leurs textes, bouger sur scène, donner des idées, répéter du lundi au dimanche. « *C'est un travail, et c'est ça qui me rassure*, précise Malika. *Il ne nous reste qu'un mois avant le spectacle, mais je vois que nous avançons, alors j'ai confiance.* » En attendant, leurs noms figurent sur le programme. Valentine l'a immédiatement envoyé à sa fille, à Strasbourg. « *Elle m'a appelée pour me dire qu'elle était fière de moi, que j'étais une star. Mon médecin va venir me voir, et aussi plein d'éducateurs. Ça valorise, et ça ne nous arrive pas souvent. Au niveau de la confiance en soi, ça fait du bien et ça change le rapport aux autres.* »

Également embringuées dans l'histoire, les deux éducatrices spécialisées, Emmanuelle Latourte et Céline Belly, vivent cette expérience comme un soutien à une forme d'accompagnement à inventer. « *Ici, nous sommes hôtes*, explique Céline Belly, arrivée à Claire Lacombe en mai 2014. *Nous sommes dans un rapport d'égalité à égalité avec les habitantes, nous discutons avec elles de notre rôle. L'objectif est de restaurer du lien, mettre en confiance, instaurer de la stabilité. Ces femmes ont rompu avec leur famille, leur entourage. Dans la rupture de tout, elles ne réussissent plus à s'inscrire dans un suivi. Notre travail consiste à les réinscrire dans le droit commun. Se poser permet de trouver ce dont elles ont besoin, notamment sur le parcours santé, d'ouvrir des droits au RSA ou à l'allocation adulte handicapé.* » Face à une telle urgence, Emmanuelle Latourte n'a pas immédiatement saisi l'intérêt du culturel. Après deux ans d'expérience, elle ne se pose plus la question. Le théâtre a insufflé une énergie, une soupape au microcosme, un bol de rêve. Cette rencontre nourrit également les artistes, ils le montrent et elles le prennent.

Sur le plateau, Malika et Valentine se déplacent avec pour consigne de suivre un carré mais de s'arrêter dans la diagonale... Pas très sûres d'elles, elles s'appliquent, écoutent les conseils. « *Là, c'était très jolies allées et venues, tes reculés*, encourage Alain, enthousiaste. *Ça vient, ça vient, ton dos était très beau.* » Le théâtre des Bernardines donne dans le contemporain. Ce spectacle, *Mes Pénélopes*, repose sur une série de textes qui racontent des attentes de femmes de tous âges : la mort, un hamster, l'amour, un fils, la fin d'un voyage... « *C'est assez intellectuel comme pièce*, remarque Malika. *Moi je m'éclate à le faire, mais ce n'est pas rigolo. Au départ, j'ai choisi le texte le plus court, juste parce qu'il était court. J'avais un peu peur quand même. En le relisant, je l'ai trouvé très beau, mais aussi très triste. Maintenant, j'en dis trois qui me touchent beaucoup.* » Alain Fourneau a progressivement donné de plus en plus de textes aux femmes de



Carol Vanni (auteur de *Mes Pénélopes*), Malika Viort et Dominique Pion en pleine répétition au théâtre des Bernardines.

Claire Lacombe. Elles partagent la scène avec quatre autres comédiennes, une danseuse et le metteur en scène. Pendant les répétitions, tous oublient parfois leur texte, se trompent dans les déplacements, sont pris de fous rires. « *C'est super fort*, constate Valentine. *On tisse des liens entre nous, c'est comme une deuxième famille. Il suffit que l'un aille mal pour que ça aille mal, et quand on est bien ça se transmet.* » **My.L.**

Crédit photos : Joanna Martins

Dominique Pion, résidente de la maison relais Claire Lacombe

« *N*e pas payer mon loyer pendant deux ans, c'était une forme de suicide. L'expulsion, c'est le fond. » Quand en 2009, Dominique Pion fait le 115, elle a 57 ans. Elle a connu une « époque bénie » : un travail bien rémunéré, une vie de famille épanouie même si elle divorce en 1986... La lente glissade commence avec un accident du travail en 2001. S'en suit un licenciement puis la découverte qu'à Pôle Emploi, à 49 ans, on est vieille. Un contrat de sept mois en boulangerie, puis plus rien, jusqu'à l'épuisement des droits et le RSA. Cette situation fait émerger une dépression non diagnostiquée qui couvait depuis un drame familial survenu en 1993. « *Je croyais avoir enterré ma douleur, mais c'était moi que j'avais enterrée.* » Quelques nuits d'hôtel, puis des places en CHRS. « *Le plus terrible, c'est de partager son intimité. Mais en entrant dans la précarité, j'ai fait mes plus belles rencontres, et la précarité m'a redonné cet esprit militant que j'avais mis en jachère.* » Après 18 mois en CHRS, Dominique trouve un logement autonome, mais poursuit son engagement au sein du Conseil consultatif des personnes accueillies, accompagnées ou l'ayant été. « *Nous faisons un travail de réflexion avec les institutions et l'État. Par le biais de cette action citoyenne, j'ai rencontré des gens hébergés par HAS et son directeur, Éric Kerimel. Quand je l'entendais parler, je me disais que ça devrait être ça le social.* » La sexagénaire parvient alors à exprimer son désir d'un collectif light, la possibilité du lien mais sans obligation. En février 2014, elle intègre la maison relais Claire Lacombe, sa « pension de famille » où elle découvre le théâtre côté coulisses.

My.L.